

---

**UD FO 37 DISCOURS du 1<sup>ER</sup> MAI 2021****1er Mai 2021 : Ensemble pour les droits sociaux et les libertés**

---

chers camarades,

En cette journée de revendications et de solidarité internationale entre travailleurs, je vous adresse le salut Très fraternel de l'UD FORCE OUVRIERE D'indre et Loire , de ses syndicats et de ses adhérents

Oui mes camarades, le 1<sup>er</sup> mai demeure toujours ce puissant symbole de l'engagement syndical : celui de la solidarité ouvrière, du refus de l'exploitation, de l'aspiration à l'émancipation individuelle et collective, de l'action collective et de l'internationalisme. Il puise ses racines au plus profond de l'histoire du mouvement ouvrier en référence : à la première revendication ouvrière la journée de travail de 8 heures et aux événements tragiques de la Place Haymarket à Chicago.

**La solidarité ouvrière et syndicale** est une exigence de tous les jours, tant que, où que ce soit dans le monde, le syndicalisme, l'action syndicale, les mobilisations pour la démocratie demeurent réprimés comme **en Birmanie** (lutte contre coup d'état) comme à **Hong Kong**, en **Chine** ou encore en **Biélorussie** où des syndicalistes ont été arrêtés et détenus et font l'objet d'accusations liées à leur participation à des manifestations pacifistes en faveur de la démocratie et des libertés syndicales.

Ce sont là les cas les plus graves, mais ils ne doivent pas faire oublier que dans trop de pays, les droits syndicaux, la liberté de négociation collective, d'association, d'organisation, sont mis en cause, affaiblis.

Parfois même, là où on les pensait définitivement acquis comme en France, le Pays des droits de l'Homme et de la Grande Révolution, où l'on a pu voir ces dernières périodes un gouvernement usant de répression et d'une volonté de littéralement terroriser la population dans le cadre d'un état d'urgence permanent reconduit depuis plus d'1 an, accompagné d'un confinement et d'un couvre-feu. Tout cela est décidé et édicté par un conseil de défense réuni à huis clos et présidé par Emmanuel MAcron, qui prend seul la décision au final.

Alors oui mes camarades, Assez de ces mesures d'exception qui succèdent à des mesures d'exception ! Depuis 2016, ce sont des reculs démocratiques considérables que nous dénonçons et combattons !

**L'UD FO 37 en ce 1er mai s'oppose farouchement à ces mesures liberticides et se prononce pour la réouverture immédiate des lieux culturels, des musées et des lieux historiques, l'ouverture des facultés...**

**Revendiquer leur ouverture immédiate, c'est en effet considérer que le droit à la culture et le droit à l'enseignement sont des droits fondamentaux. Elle apporte son soutien aux salariés souvent précarisés de ces secteurs et qui luttent, aux jeunes et aux étudiants qui véritablement ont été les premiers sacrifiés.**

Oui mes camarades, Nous devons toujours être en veille sur ces questions, car il ne saurait y a voir de syndicat libre et indépendant sans un cadre pleinement et totalement démocratique.

**Oui mes camarades, il ne faut rien céder sur le plan des droits démocratiques et syndicaux, pas un pouce de terrain. A l'heure même où certains veulent faire disparaître le syndicat historique des étudiants L'UNEF, où certains mettent à sac les locaux de l'Union départementale FO du puy de dôme, où notre camarade Yannick Farret de l'entreprise Fibre excellence est victime de menaces, de pression de sa**

**direction comme de nombreux délégués, L'UD FO 37 leur témoigne sa solidarité et leur apporte tout son soutien.**

**Mes camarades, en France un vent mauvais souffle sur nos libertés, et sur les acquis de la classe ouvrière!**

C'est cette analyse, cette lecture des événements qui a amené FO 37 à combattre plus récemment les dispositions contenues dans la loi sécurité globale et les décrets de sécurité intérieure du 2 décembre qui mettent en cause de fait, les libertés individuelles et collectives, dont la liberté de manifestation. **La loi de sécurité globale doit être abrogée comme les décrets qui fichent les militants syndicaux**

Dans un contexte où à dessein est instrumentalisée la loi de 1905, l'UD FO 37 réaffirme son attachement à l'universalisme républicain, à la laïcité, à l'instruction publique et à la liberté d'expression. FO est militante de l'émancipation de toute forme de soumission.

Elle est militante de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle réprouve et a toujours condamné toute forme de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie et toute forme de discrimination. Nous sommes déterminés à faire échec aux tentatives les plus réactionnaires qui conduisent à la sédition et aux factions, c'est d'une actualité brûlante.

**C'est pourquoi nous condamnons le projet de loi sur le séparatisme** qui vise à instaurer une idéologie d'état faussement parée des atours de laïcité pour mieux stigmatiser une partie de la population ; ce projet de loi est aussi une violente attaque contre la liberté d'association, elle entend subordonner les syndicats comme les associations à des contrats d'engagement ou des chartes, c'est là aussi une attaque considérable qu'il convient de considérer et de combattre comme telle.

L'objectif de ce gouvernement reste de placer les syndicats en état de subsidiarité dans un néo-corporatisme totalement étranger à la charte d'Amiens de 1906. **FO a refusé de s'inscrire dans le pacte régional du préfet et du président du conseil régional centre, pour garantir son indépendance et pouvoir librement défendre ses revendications, et les intérêts matériels et moraux des salariés.**

Camarades toutes ces atteintes à la liberté, aux droits fondamentaux, individuels ou collectifs, servent à masquer, à juguler la profonde crise sociale qui secoue notre pays et qui par bien des aspects débouche sur une crise politique.

**Ce 1<sup>er</sup> mai 2021 est doublement teinté d'histoire. Nos organisations syndicales nous appellent ensemble à défendre les libertés et les droits sociaux, les 2 étant liés.**

En ce 1<sup>er</sup> mai 2021, nous commémorons aussi la Commune de Paris pour son 150<sup>e</sup> anniversaire, il y a des symboles qui en disent long. Depuis 20 ans, chaque premier mai, les URIF FO et CGT avec d'autres associations se rassemblent aux murs des fédérés à Paris pour rendre hommage à l'œuvre immense de la commune, aux communards et aux 30000 hommes et femmes assassinés lors de la semaine sanglante par le sinistre Thiers et les versaillais. Le Préfet de Paris Lallement, prétextant des mesures sanitaires de l'état d'urgence a interdit le rassemblement de ces quelques dizaines de militants. Il y a seulement 2 côtés à une barricade et visiblement il a choisi son camp, celui de la réaction.

Pour nous, syndicalistes, parmi les grandes dates du mouvement ouvrier, la Commune de Paris tient une place particulière. Dernière révolution du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est aussi la première tentative de prise en main de leur destin par les ouvriers.

Les Communards, à 80 % ouvriers et artisans, avaient développé un programme socialiste et fédéraliste. Derrière le drapeau rouge, ils voulaient réorganiser l'économie au profit des travailleurs. Ils avaient instauré l'éducation gratuite, obligatoire et laïque.



La Commune a voulu être un gouvernement des travailleurs démocratie de mandat direct et sous contrôle permanent. Les décisions d'ordre économique et social qu'ils firent prendre préfiguraient la législation de protection du travail, la Sécurité Sociale, le système de garantie chômage et le salaire minimum légal.

**Avec Patrick FONTENEAU des Amis de la Commune de Paris, avec la Libre Pensée 37 , l'UD FO 37 rendra un hommage « revendicatif » à la Commune de Paris, le samedi 29 mai à 14H30 Place de la Commune de Paris à Saint-Pierre-Des-Corps, je vous appelle à y participer nombreux.**

**L'actualité de ce 1<sup>er</sup> mai, c'est évidemment la situation sanitaire et ses conséquences économiques et sociales.** La pandémie est mondiale certes, ses conséquences sont massives et le capitalisme mondialisé toujours plus avide de profits entend en tirer avantage en réorganisant les productions.

Pas une semaine ne se passe sans qu'un plan de suppressions d'emplois, de fermeture d'usine ou de site ne se fasse jour, précipitant des milliers de salariés dans la difficulté, la pauvreté, la précarité et l'insécurité. L'OIT estime qu'en 2020, 114 millions d'emplois ont été détruits, et que les femmes et les jeunes travailleurs ont été plus touchés. Parallèlement les sociétés du CAC 40 ont vu leurs dividendes exploser, tout comme les milliardaires qui ont vu leur fortune augmenter exponentiellement durant ses dernières périodes. Et certains osent encore prétendre que la lutte des classes n'existe plus ! La seule arme des salariés c'est La Défense de leurs revendications, et l'UD FO 37 les réitèrent en ce 1<sup>er</sup> mai 2021.

Elle revendique de doter les services de santé, l'hôpital bien sûr, comme tous les établissements associés, les EHPAD notamment, des moyens, lits, médicaments et matériels et des effectifs indispensables pour répondre aux besoins de la population. Alors que ce gouvernement continue de fermer des lits et des hôpitaux, de supprimer des postes, il en appelle la main sur le cœur au dévouement des salariés de première ligne, des soignants c'est proprement scandaleux. **Oui mes camarades, ce gouvernement continue toutes ces contre-réformes pendant cet état d'urgence sanitaire!**

- FO l'affirme et le revendique : il s'agit de rompre maintenant avec les politiques de rigueur qui réduisent le service public à une dépense. Cela vaut pour l'ensemble des services publics et de la fonction publique. **La confédération FO apporte son soutien à ses syndicats mobilisés contre les fermetures de services et les suppressions d'emplois à l'hôpital et dans les différents ministères confrontés à des restructurations, contre les fermetures de classes dans l'éducation nationale. Il est urgent de réouvrir des lits et de mettre un coup d'arrêt à la réforme de la santé**

- Aux côtés de ses fédérations et syndicats mobilisés pour **l'extension du Ségur aux salariés du secteur social et médico-social**, la confédération FO, avec ses Unions départementales, Fédérations et syndicats, est aux côtés des salariés des entreprises, grandes ou petites, pour la défense des emplois et des salaires.

Nous n'avons eu de cesse de mettre en garde contre l'absence de conditions et contrôles en contrepartie des aides publiques dont ont bénéficié et bénéficient les entreprises, dont certaines n'hésitent pas à annoncer – dans le contexte actuel – des restructurations et des délocalisations d'activités qui se traduisent par des suppressions d'emplois, n'ayant d'autres justifications que l'amélioration de la rentabilité en faveur des actionnaires, comme on le dénonce à SKF par exemple.

- La confédération FO renouvelle sa revendication que **toute aide publique soit soumise à conditions, contrôles et sanctions. Au titre des conditions doivent figurer l'interdiction des licenciements et des versements de dividendes.**

FO appelle à ce qu'il soit mis fin à la spéculation boursière qui se nourrit de la captation des richesses produites par l'activité économique, qui profite des contraintes sur les salaires et des politiques de rigueur affectant le service public et la protection sociale collective.



- La meilleure des réponses passe par la revendication et l'obtention de l'augmentation générale des salaires, donc du point d'indice dans la FP. FO réaffirme sa revendication d'un SMIC porté à 1 450 € net, soit 80 % du salaire médian, et l'instauration d'un salaire minimum comparable dans les pays européens.

La Confédération FO alerte à l'occasion de ce 1<sup>er</sup> mai et met en garde contre le retour des mêmes politiques de rigueur et d'austérité : elle ne laissera pas le « quoi qu'il en coûte » se transformer en « quoi qu'il en coûte aux travailleurs ». **Ce n'est pas aux travailleurs, aux services publics, à la protection sociale de supporter le coût de la crise sanitaire et économique.**

- Alors que le chômage atteint des niveaux records, FO dénonce à nouveau l'obstination du gouvernement à imposer sa réforme de l'Assurance chômage, dont l'unique objectif est de réaliser des économies sur les droits des demandeurs d'emplois. Elle en demande l'abandon et confirme l'intention de FO d'engager une requête en annulation et un recours en référé- suspension devant le Conseil d'État.

- Réaffirmant son opposition à une étatisation totale de la protection sociale, qui conduirait à un système d'assistance publique a minima, FO demeure déterminée à empêcher le retour du système universel de retraite par points, et dénonce, dans l'immédiat, les velléités d'intégrer au projet de loi de finances de la sécurité sociale, la part de budget de l'État consacrée à l'Agirc-Arrco et à l'Unedic.

En ce 1<sup>er</sup> mai 2021, 150<sup>ème</sup> anniversaire de la Commune de Paris, FO réaffirme que l'on ne peut séparer la République et la justice sociale comme l'affirmait le grand Jaurès

**Oui mes camarades, militez pour le progrès et la justice sociale, établissez les cahiers de revendications à tous les niveaux, pour les salaires, l'emploi, la protection sociale, les services publics et la Fonction publique, les conventions collectives et les statuts. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.**

**Vive le syndicalisme libre et indépendant !**

**Vive la solidarité internationale des travailleurs !**

**Vive le 1<sup>er</sup> mai des revendications !**

**Vive la confédération générale du travail -FORCE OUVRIERE ET VIVE LA SOCIALE !**



Fait à Saint-Avertin le samedi 1er mai 2021.

Discours prononcé (dans une grande partie) par le Secrétaire Général de l'UD FO 37 Place Jean Jaurès à Tours. 2000 manifestants rassemblés dans les cortèges ont déconfiné les revendications et l'action syndicale. Toutes les revendications précisées en page 3 ont été portées tout le long du parcours de la manifestation, mais sont reprises dans cette prise de parole

Aucun incident mais une détermination intacte pour gagner sur les revendications